

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19672 - 76ÈME ANNÉE

Que son montant augmente ou diminue,  
le POSEI contribue à soutenir un système à bout de souffle

**La PAC déjà contestée :  
70 % des agriculteurs réunionnais  
encore exclus des aides européennes ?**



Le Parlement européen a procédé hier au vote anticipé du budget de la Politique agricole commune. Sans surprise, ce budget a été adopté par une large majorité. Il prévoit la baisse d'une aide européenne qui ne concerne que 30 % des agriculteurs à La Réunion, le POSEI. Mais c'est le principe même de ce budget qui est dénoncé par l'ONG Greenpeace notamment. Que le POSEI baisse, aug-

mente ou stagne, les orientations de cette PAC sont jugées analogues aux précédentes, faisant la part belle à l'exploitation intensive de la nature et aux profits de grands groupes contre la protection de l'environnement, de la biodiversité. Un quart des députés ont refusé de voter le texte proposé, dénonçant des inégalités qui vont s'aggraver entre gros et petits. Sauf remise en cause par les États d'un budget qu'ils ont directement inspiré, le cadre des négociations de la Convention canne l'année prochaine est donc fixé : il y aura moins d'aides de l'Europe.

Le Parlement européen a adopté hier à une très large majorité le budget de la Politique agricole commune. Juste avant le vote, une motion de rejet a rassemblé 166 voix, soit le quart des élus. Elle demandait une remise en cause totale du budget, et revendiquait que la Commission européenne présente un autre texte.

Deux motifs de rejet du budget adopté sont ci-dessous énoncés : la position de l'ONG Greenpeace et celle du député au Parlement européen Younous Omarjee.

Le premier porte sur le fond de la PAC. L'argent public doit-il être utilisé pour continuer à faire fonctionner un système jugé injuste par ses détracteurs ? Dans ce cas, le refus vise à provoquer la rédaction d'un nouveau texte afin que le budget de la PAC puisse être réorienté en faveur du développement durable et de la lutte contre le changement climatique.

Cela passe bien évidemment par une répartition différente des aides européennes.

### **Pour une PAC pour tous les agriculteurs**

Le problème est bien connu à La Réunion et il n'a pas l'air d'en poser à la Chambre d'agriculture ou au Conseil départemental. En effet, dans notre île, 70 % des agricul-

teurs sont exclus des aides européennes, et donc du POSEI. Cela signifie que cette manne qui déferle gratuitement sur La Réunion, quelle que soit la météo, profite à seulement 30 % d'un secteur économique.

Plusieurs exemples récents dans l'actualité soulignent que ces aides européennes peuvent être utilisées pour imposer un monopole en s'attaquant à un concurrent qui lui n'a pas eu droit aux subventions pour le même projet. Il n'y a qu'à constater qui se mobilise pour le maintien du POSEI dans l'état actuel à La Réunion : le Syndicat du Sucre qui ne représente que Tereos et les sociétés coopératives qui ont amené l'agriculture réunionnaise dans la crise actuelle.

Le POSEI ne bénéficie pas aux nombreux agriculteurs qui fournissent le Marché de Gros de Saint-Pierre. Sans aide européenne, une filière s'est construite. Il est clair que l'objectif affiché du collectif des sociétés coopératives est le maintien du POSEI à son niveau actuel. Cela signifie que toute autre répartition est exclue, puisqu'il semble impossible que Tereos et les autres sociétés coopératives se battent pour que l'enveloppe soit ouverte à 100 % des agriculteurs. En effet, si ce collectif était pour une répartition plus juste sans remettre en cause le montant des aides qu'il touche, alors il aurait milité pour une augmentation du POSEI.

### **Le problème n'est pas la baisse mais la répartition du POSEI**

Un autre motif de rejet du budget de la PAC est exposé par Younous Omarjee. Député au Parlement européen originaire de La Réunion, il appelle ses collègues à se battre pour refuser la baisse du POSEI, par solidarité avec ce qui est considéré comme « l'outre-mer » dans l'imaginaire européen.

Si cette position rejoint celle des syndicats et du collectif des patrons de sociétés de coopérative, elle ne remet pas encore en cause l'injuste répartition des aides européennes à La Réunion dénoncée par le premier syndicat agricole de La Réunion, la CGPER.

Il est vrai que la pression est énorme, compte tenu des sommes importantes en jeu. Le collectif des patrons de coopérative clame haut et fort que le modèle agricole réunionnais est menacé si l'assistance dont ils bénéficient diminue.

Mais plutôt que de modèle, c'est bien un système qui profite à une minorité qui exerce donc une concurrence déloyale à l'égard de 70 % des agriculteurs qui n'ont pas droit à la manne de l'Europe pour augmenter leurs marges.

### **Moins d'argent de l'Europe : le cadre de la prochaine Convention canne**

Que le POSEI baisse, diminue ou augmente, cela ne change rien pour 70 % des agriculteurs réunionnais. L'essentiel est un changement de la répartition de ces crédits. Le POSEI ne doit plus être une aide publique qui sert à faire fonctionner un système à bout de souffle à La Réunion, il doit être un moyen de faire progresser tous les agriculteurs.

Si sa baisse est confirmée par les chefs d'État et de gouvernement qui ont nommé la Commission qui a présenté le budget de la PAC, alors le cadre des prochaines discussions de la Convention canne est fixé : il y aura moins d'argent.

Cela souligne l'urgence de faire toute la transparence sur les bénéfices tirés des richesses de la canne à sucre à La Réunion : Tereos devra jouer carte sur table.

**M.M.**

## Edito

### **Meurtre de Samuel Paty, enseignant : scandale hiérarchique, racisme d'État et islamophobie désinhibée**

La semaine passée a été marquée par l'assassinat en France de Samuel Paty, enseignant. Ce crime, particulièrement choquant a eu des répercussions sur l'ensemble du territoire de la République. Ne nous attardons pas sur le déroulé que tout le monde connaît, ou sur la question de la liberté d'expression, bien entendu plus que légitime mais plutôt sur les réactions du gouvernement, avant et après le drame.

En effet, nous assistons avec ce crime à un triple scandale d'État. Non seulement l'État et le gouvernement sont responsables de ce qu'il est arrivé, mais, en décidant de répondre complètement à côté des manquements soulevés par cet acte en jouant la carte du racisme d'État et de l'islamophobie la plus rance, ce sont des choses bien plus graves qu'ils peuvent provoquer.

L'État et le gouvernement sont en effet responsables, car il y a eu de nombreuses alertes, et ce depuis des années sur les manquements de l'Éducation Nationale envers ses agents.

Si la sécurité de l'ensemble des travailleurs est essentielle, qu'ils soient du public ou du privé, et que tous subissent aujourd'hui le mépris de l'État vis-à-vis de leurs conditions de travail, les enseignants ont été une des professions à le plus se faire remarquer sur cette question ces dernières années.

Ainsi, le mouvement de 2018 « Pas de vague » montrait déjà le mal-être des enseignants vis-à-vis de leur hiérarchie, accusée de les abandonner.

Mais c'est malheureusement avec ce drame que ces manquements sont les plus criants. En effet, alors que de nombreuses mesures auraient pu être prises par l'Éducation Nationale, et par extension par l'État pour protéger Samuel Paty, rien n'a été fait, le laissant ainsi seul face aux menaces. La suite est connue.

Mais alors que le gouvernement aurait pu répondre de façon juste et appropriée par un hommage et des mesures fortes visant à réparer les erreurs manifestes commises qui n'ont pas permis de protéger Samuel Paty, les plus hauts responsables de l'État que sont le président et les ministres ont décidé de détourner ce qui était jusque-là un scandale d'État en un prétexte pour toujours plus de racisme et notamment d'islamophobie décomplexée, le tout en faisant des amalgames extrêmement dangereux.

Ainsi, ils ont décidé de viser les « étrangers » et l'Islam, qui sont par ce fait entendus comme étant responsables de ce drame. Or, en faisant cela, ils se rendent maintenant coupables et soutiens de nombreux autres crimes, qui visent et viseront évidemment les plus vulnérables d'entre nous car déjà ciblés depuis des années, c'est-à-dire les immigrés et descendants d'immigrés, les sans-papiers, les musulmans et, par extension, tous ceux n'ayant pas le faciès du bon blanc.

Ne laissons pas ce gouvernement nous diviser : le problème n'est pas l'Islam ou les non-blancs, mais bien celui d'un État qui abandonne ses travailleurs, qu'ils soient du public ou du privé, et plus largement l'ensemble de la population. Alors unissons nos forces et battons-nous plus que jamais pour un avenir meilleur, un monde plus juste et plus solidaire.

**Mathieu Raffini**

## **Témoignages**

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433



# Otè

**Em out lang kréol ! Em out fransé !  
Avèk l'amour pou inn épi l'amour pou l'ot néna lo  
poin pou nou marké !**

**Matant Zélida la ékri Justin :**

**Mon shèr nové, mon spèss salté, rouj-do-fon dopi l'éternité sanm pou moin zordi zot lé dan la zoi la, ou i doizète kontan vi k'in moun la pass dann télé rényon promyèr pou fé la propagane pou lo patoi kréol La rényon kont lo fransé. Moin lé sir out dosou d'pyé téi dig dig la. Poitan mon névé fransé t'in lang, kréol t'in patoi ! Avèk fransé i pé mark lo poin partou, avèk kréol non lé konmsa é pa otroman. Alé ! Bate si zot i vé dsi galé, konm zot i vé, galé sèk i tir pa d'lo dodan. Tok ! Pran sa pou toi !**

**Justin la fé pou répons :**

**Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr, i étone pa moin de ou pou pran lé shoz a tor an travèr konmsa. Mé siouplé matant arète avèk out bann vyé lidé masakrok : Kréol rényoné, sa la pa in patoi mé in lang konm néna plizyèr santène dsi la tèr. Anplis in lang i fé rant anou dann la kiltir épi dann sivilizasyon kréol é sa in kont pou in bonpé d'moun dsi la tèr. Avèk nout lang kréol rényoné, ni gingn mark lo poin nou, fransh é : pou aprann kozé, lir, ékri, pou kaptir in pé tout konésans néna dsi la tèr, pou fé fonnkèr, rakont zistoi, fé téat, fé roman, fé romans, étidyé nout l'anvironeman, diskite nou filozofi, pou vni sipèrkaloumar dann la roshèch. Alor sa la pa lo poin sa pou nou ? Matant asé avèk out rézoneman an bob la.**

**In n'ot afèr : ansèrv nout lang kréol rényoné kont lo fransé, kisa la trouv in l'idé lé fo konmsa. Rézone konmsa sé rézone konm in tambour. Di dé shoz konmsa sé trafik la vérité. In bon konsèye pou nout tout rényoné : èm nout lang kréol èm ossi nout fransé aprann bien inn épi aprann bien l'ot. Ala koman nou va mark bonpé lo poin. Tok ! Pran touzour sa pou ou matant épi mète out moushoir par dsi !**

*Justin*